



# Assemblée générale

Distr. générale  
26 septembre 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt et unième session

Point 4 de l'ordre du jour

### Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

## **Note verbale datée du 24 septembre 2012, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de la République d'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève**

Je souhaite attirer votre attention sur le dernier cas en date de violation flagrante des droits de l'homme en République d'Azerbaïdjan, qui a trait à la grâce accordée à l'officier azéri Ramil Safarov et à l'éloge dont il a continué de faire l'objet.

Le 19 février 2004, un lieutenant de l'armée arménienne de 26 ans, Gurgen Margaryan, a été tué à coups de hache par Ramil Safarov, lieutenant de l'armée azerbaïdjanaise. Les deux hommes participaient à un cours d'anglais dispensé à Budapest dans le cadre du programme de partenariat pour la paix parrainé par l'OTAN.

Selon un officier de police de Budapest, Safarov a fait preuve d'une cruauté inhabituelle lors du meurtre. La tête de la victime était pratiquement détachée de son corps.

Immédiatement après le meurtre du lieutenant Gurgen Margaryan, Ramil Safarov a tenté d'assassiner un autre Arménien participant au cours, l'officier Hayk Mukuchyan, qui logeait dans une chambre voisine. Par chance, cette deuxième tentative a échoué. Lorsqu'il a été arrêté par la police hongroise, Safarov a avoué le meurtre de Gurgen Margaryan et a exprimé le regret de ne pas être parvenu à tuer l'autre officier arménien.

Le 16 avril 2006, le tribunal hongrois de première instance a condamné Safarov à la réclusion à perpétuité sans possibilité d'appel avant 2036. Pour justifier la peine prononcée, le juge Andras Vaskuti a évoqué le caractère prémédité et la brutalité du crime et le fait que Safarov n'avait montré aucun remords pour ses actes. Le tribunal a estimé que le fait que le meurtre ait été motivé par la haine ethnique était une circonstance aggravante. Le 22 février 2007, la Cour suprême hongroise, qui examinait l'appel interjeté par l'avocat de Safarov, a confirmé la décision.

Il convient de noter que ce crime haineux a maintes fois reçu un hommage public indéfectible officiel en Azerbaïdjan et a été cité comme un exemple de patriotisme pour la jeunesse du pays. Pour de nombreux fonctionnaires et organisations azerbaïdjanais, le meurtrier à la hache est un «héros de la nation».

Les autorités arméniennes ont à plusieurs occasions informé le Gouvernement hongrois qu'en Azerbaïdjan, les autorités, y compris le Président de la République, faisaient l'éloge du meurtre et lui trouvaient des justifications.

Le Gouvernement hongrois aura certainement relevé les nombreuses déclarations publiques des responsables azerbaïdjanais à différents niveaux concernant cette question, lesquelles auraient dû constituer un motif suffisant de douter de la poursuite de l'application de la peine en Azerbaïdjan.

Le Gouvernement hongrois, à tous les niveaux officiels, n'a eu de cesse jusqu'au dernier moment de donner au Gouvernement arménien l'assurance qu'il ne prendrait aucune mesure susceptible de conduire à la remise en liberté de l'auteur de ce meurtre haineux et a exclu explicitement toute possibilité d'extrader ou de transférer le prisonnier. La dernière lettre officielle que l'Arménie a adressée au Ministère hongrois des affaires étrangères remonte au 24 août 2012.

En dépit des nombreuses communications émanant du Gouvernement arménien, le Ministre hongrois de l'administration publique et de la justice a annoncé le 31 août 2012 qu'il avait autorisé le transfèrement de Ramil Safarov en Azerbaïdjan. Dans sa décision, le Ministère a cité la Convention du Conseil de l'Europe de 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées.

Le transfèrement de Ramil Safarov a été effectué sans délai.

L'Arménie considère la décision précitée du Gouvernement hongrois comme un acte inamical, qui compromet les bonnes relations de coopération entre l'Arménie et la Hongrie. Le Gouvernement hongrois aurait dû anticiper les conséquences de sa décision, qui a eu pour effet de permettre à l'auteur d'un meurtre de ne pas purger une partie de la peine à laquelle il avait été condamné. La manière dont le Gouvernement hongrois a agi dans cette affaire est extrêmement préoccupante.

Pour ces raisons, l'Arménie a décidé de suspendre ses relations diplomatiques et tous ses contacts officiels avec la Hongrie. Les autorités hongroises ont par la suite tenté de justifier le transfèrement, et ont rendu publique, le 2 septembre 2012, la copie d'une note dans laquelle les autorités azerbaïdjanaises avaient fourni des assurances diplomatiques. Toutefois, le fait d'avoir été trompé au plus haut niveau de l'État par l'Azerbaïdjan ne dégage pas le Gouvernement hongrois de sa responsabilité morale dans le cautionnement d'un crime grave. En outre, l'Arménie a constamment averti les autorités hongroises que le transfèrement de Safarov en Azerbaïdjan aurait une telle conséquence.

Le bien-fondé de la mise en garde de l'Arménie a été confirmé lorsque Ramil Safarov a immédiatement été gracié par le Président azerbaïdjanais et remis en liberté à son arrivée en Azerbaïdjan. Il a de surcroît été salué en tant que héros national, promu au rang de commandant en vertu d'un décret du Ministre de la défense, s'est vu attribuer un appartement et verser une somme correspondant au traitement qu'il aurait reçu pendant les huit ans qu'il a passés en prison en Hongrie.

La pratique consistant à encourager la violence à motivation ethnique, le racisme et le terrorisme au niveau de l'État compromet tous les efforts de la communauté internationale pour protéger les droits de l'homme dans le monde. L'acte injustifiable du Président de l'Azerbaïdjan a suscité de graves préoccupations au sein de la communauté internationale et a été fermement condamné par de grandes organisations internationales et d'importants organes des droits de l'homme ainsi que par de nombreux États. Le Secrétaire général, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Conseil de l'Europe, le Parlement européen, le Commissaire européen aux droits de l'homme, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance et l'Organisation du traité de sécurité collective ont fait des déclarations dans lesquelles ils ont exprimé leur vive préoccupation et leur profond regret.

Je tiens à mentionner certaines réactions particulièrement importantes de la communauté internationale.

Dans un communiqué, les Coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont souligné le mal que la grâce accordée au meurtrier et la glorification du crime avaient fait au processus de paix du Haut-Karabakh et à la confiance entre les parties.

Le 6 septembre 2012, lors de sa conférence de presse quotidienne, le porte-parole du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a déclaré ce qui suit:

«Le Secrétaire général est préoccupé par l'évolution de la situation concernant l'affaire de M. Safarov depuis qu'il a été transféré en Azerbaïdjan le 31 août 2012 et que les autorités azerbaïdjanaises lui ont accordé la grâce. L'Organisation des Nations Unies souligne qu'il incombe aux États Membres d'observer les normes internationales et le principe de la légalité dans les affaires criminelles de façon à garantir le respect de l'obligation de rendre des comptes et de lutter contre l'impunité. Ainsi que les Coprésidents de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe l'ont souligné dans leur dernier communiqué, nous espérons que cette affaire ne nuira pas au processus de paix du Haut-Karabakh et à la confiance entre les parties. Il n'existe pas d'alternative à un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh.».

Le 7 septembre 2012, le porte-parole de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré ce qui suit dans sa conférence de presse quotidienne:

«Nous sommes gravement préoccupés par l'affaire *Ramil Safarov*, un officier azerbaïdjanais qui a été condamné à la réclusion à perpétuité en Hongrie pour le meurtre brutal, en 2004, d'un officier arménien, Gurgen Markaryan, qui participait avec lui à un programme de formation de l'OTAN, en Hongrie. Le meurtre avait clairement des motifs ethniques.

Ce qui est préoccupant c'est qu'il y a environ une semaine Safarov a été extradé de Hongrie en Azerbaïdjan où, au lieu de purger le reste de sa peine, il a été gracié par le Président de la République, a reçu un hommage public et a été promu par le Ministère de la défense, ce qui a soulevé un tollé au niveau international.

Il est impératif de veiller au respect des normes internationales relatives à l'obligation de rendre des comptes pour les crimes graves. Des crimes haineux à motivation ethnique d'une telle gravité doivent être réprouvés et punis comme il convient, et non glorifiés publiquement par des dirigeants et des responsables politiques.

Nous sommes tout à fait d'accord avec la position des Coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE qui ont fait part, plus tôt cette semaine, de leur grande préoccupation concernant "le préjudice que la grâce accordée et la glorification du crime commis ont porté au processus de paix [du Haut-Karabakh] et à la confiance entre les parties".».

Le 13 septembre 2012, le Parlement européen a adopté une résolution intitulée «Azerbaïdjan: le cas de Ramil Safarov» dont le texte intégral est annexé à la présente lettre\*.

L'Arménie espère que la communauté internationale continuera de réagir promptement à des sujets de légitime préoccupation et des faits de ce type qui nuisent au respect de la justice, des droits de l'homme et de la dignité humaine.

---

\* Texte reproduit en annexe tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement.

Nous vous serions gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de la vingt et unième session du Conseil des droits de l'homme, au titre du point 4 de l'ordre du jour.

(Signé) Charles **Aznavour**

## Annexe

[Anglais seulement]

### **European Parliament resolution of 13 September 2012 on Azerbaijan: the Ramil Safarov case (2012/2785(RSP))**

*The European Parliament,*

- having regard to its previous resolutions on the situation in Azerbaijan in particular those concerning human rights,
  - having regard to the established practice of international law regarding transfer, namely the Convention on the Transfer of Sentenced Persons, under which it was agreed that cooperation should be developed in order to further the ends of justice and the social rehabilitation of sentenced persons, by giving them the opportunity to serve their sentences within their own society,
  - having regard to the statement issued by its President, Martin Schulz, on 5 September 2012 concerning the pardon granted to Ramil Safarov in Azerbaijan,
  - having regard to the joint statement issued by the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy, Catherine Ashton, and Commissioner Štefan Füle on 3 September 2012 concerning the release of Mr Safarov,
  - having regard to the statement issued by the Secretary-General of the Council of Europe, Thorbjørn Jagland, on 4 September 2012,
  - having regard to the official letter received by the Ministry of Public Administration and Justice of Hungary on 15 August 2012 from the Deputy Minister of Justice of the Republic of Azerbaijan, Vilayat Zahirov,
  - having regard to its resolution of 18 April 2012 on the negotiations of the EU-Azerbaijan Association Agreement,<sup>(1)</sup>
  - having regard to the statement issued by the Hungarian Prime Minister, Viktor Orbán, on 3 September 2012, in which he gave an assurance that Hungary had acted in accordance with its international obligations,
  - having regard to the Partnership and Cooperation Agreement between the EU and Azerbaijan, which entered into force in 1999, and to the ongoing negotiations between the two parties on a new association agreement to replace the previous one,
  - having regard to Rules 122(5) and 110(4) of its Rules of Procedure,
- A. whereas Ramil Safarov had been jailed in a Hungarian prison since 2004 after brutally killing an Armenian colleague during a course sponsored by NATO's Partnership for Peace Programme in Budapest; whereas Mr Safarov had pleaded guilty and had expressed no remorse, defending his action on the grounds that the victim was Armenian;
- B. whereas on 31 August 2012 Mr Safarov, a lieutenant of the Azerbaijani armed forces who had been convicted of murder and sentenced to life imprisonment in Hungary, was transferred to Azerbaijan at the longstanding request of the Azerbaijani authorities;

C. whereas immediately after Mr Safarov was transferred to Azerbaijan the Azerbaijani President, Ilham Aliyev, pardoned him in line with the Constitution of the Republic of Azerbaijan and Article 12 of the Convention on the Transfer of Sentenced Persons;

D. whereas Article 9 of the Convention on the Transfer of Sentenced Persons, to which Hungary and Azerbaijan are both signatory parties, states that a person sentenced in the territory of one state may be transferred to the territory of another in order to serve the sentence imposed on him or her, provided that the conditions laid down in that convention are met;

E. whereas the Deputy Minister of Justice of the Republic of Azerbaijan, Vilayat Zhirov, sent an official letter to the Ministry of Public Administration and Justice of Hungary on 15 August 2012, in which he stated that the execution of the decisions of foreign states' courts regarding the transfer of sentenced persons to serve the remaining part of their prison sentences in the Republic of Azerbaijan were carried out in accordance with Article 9(1)(a) of the convention, without any conversion of their sentences; whereas he further gave an assurance that, according to the Criminal Code of the Republic of Azerbaijan, the punishment of a convict serving a life sentence could only be replaced by a court with a term of imprisonment for a specified period, and that the convict could be released on conditional parole only after serving at least 25 years of his or her prison sentence; and whereas the Azerbaijani authorities subsequently denied having given any diplomatic assurances to the Hungarian authorities;

F. whereas Lieutenant Safarov received a glorious welcome in Azerbaijan and a few hours after his return was granted a presidential pardon, set free and promoted to the rank of major during a public ceremony;

G. whereas the decision to set Mr Safarov free triggered widespread international reactions of disapproval and condemnation;

H. whereas on 31 August 2012 the Armenian President, Serzh Sargsyan, announced that Armenia was suspending its diplomatic relations with Hungary;

I. whereas Azerbaijan participates actively in the European Neighbourhood Policy and the Eastern Partnership, is a founding member of Euronest and has committed itself to respect democracy, human rights and the rule of law, which are core values of these initiatives;

J. whereas Azerbaijan has taken up a non-permanent seat in the United Nations Security Council (UNSC) for the 2012-2013 period and committed itself to uphold the values enshrined in the UN Charter and the Universal Declaration of Human Rights;

K. whereas Azerbaijan is a member of the Council of Europe and a party to the European Convention on Human Rights (ECHR) as well as to a number of other international human rights treaties, including the International Covenant on Civil and Political Rights;

1. Stresses the importance of the rule of law and of honouring commitments made;

2. Deplores the decision by the President of Azerbaijan to pardon Ramil Safarov, a convicted murderer sentenced by the courts of a Member State of the European Union; regards that decision as a gesture which could contribute to further escalation of the tensions between two countries, and which is exacerbating feelings of injustice and deepening the divide between those countries, and is further concerned that this act is

jeopardising all peaceful reconciliation processes within the societies concerned and may undermine the possible future development of peaceful people-to-people contact in the region;

3. Considers that, while the presidential pardon granted to Mr Safarov complies with the letter of the Convention on the Transfer of Sentenced Persons, it runs contrary to the spirit of that international agreement, which was negotiated to allow the transfer of a person convicted on the territory of one state to serve the remainder of his or her sentence on the territory of another state;

4. Considers the presidential pardon granted to Mr Safarov as a violation of the diplomatic assurances given to the Hungarian authorities in Azerbaijan's request for transfer on the basis of on the Convention on the Transfer of Sentenced Persons;

5. Deplores the hero's welcome accorded to Mr Safarov in Azerbaijan and the decision to promote him to the rank of major and pay him eight years' back salary upon his arrival, and is concerned about the example this sets for future generations and about the promotion and recognition he has received from the Azerbaijani state;

6. Takes the view that the frustration in Azerbaijan and Armenia over the lack of any substantial progress as regards the peace process in Nagorno-Karabakh does not justify either acts of revenge or futile provocations that add further tension to an already tense and fragile situation;

7. Expresses its support for the ongoing efforts of the European External Action Service (EEAS), the EU Special Representative for the South Caucasus and the Member States to defuse tensions and ensure that progress is made towards peace in the region;

8. Supports the Co-Chairs of the OSCE Minsk Group in their efforts to secure substantial progress in the peace process in Nagorno-Karabakh with a view to finding a lasting, comprehensive settlement in accordance with international law;

9. Insists that the EU should play a stronger role in the settlement of the conflict in Nagorno-Karabakh by supporting the implementation of confidence-building measures which will bring together Armenian and Azerbaijani communities and spread ideas of peace, reconciliation and trust on all sides;

10. Reiterates its position that the association agreement currently being negotiated between the EU and Azerbaijan should include clauses and benchmarks relating to the protection and promotion of human rights and the rule of law;

11. Condemns all forms of terrorism and the use of threats of terrorism;

12. Instructs its President to forward this resolution to the EEAS, the European Council, the Commission, the respective governments and parliaments of the Republic of Azerbaijan and the Republic of Armenia, the Council of Europe, the OSCE and the UN Special Rapporteur on human rights and counter-terrorism.

---